

Règlement-redevance sur l'enlèvement et l'entreposage de véhicules et objets mobiliers entravant la commodité du passage

Règlement arrêté par le Conseil communal en séance publique du 17/10/2022.

Ce règlement a été publié par voie d'affichage du 09/12/2022 au 23/12/2022 et peut être consulté au service du Secrétariat de l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans, 2, tous les jours ouvrables de 8h30 à 12h et de 13h30 à 15h. En service d'été (juillet et août) de 7h à 15h.

Décision de l'autorité de tutelle : néant

Article 1 : Objet

Il est établi, à partir du 01/04/2022, une redevance sur l'enlèvement et l'entreposage de véhicules et objets mobiliers qui entravent la commodité du passage.

Article 2 : Définitions

Au sens du présent règlement, il faut entendre par véhicule : tout véhicule, cycle, ou engin de déplacement visé par les articles 2.15.1, 2.15.2, 2.15.3, 2.17, 2.18, 2.19 et 2.20 du Code de la route, à l'exception du véhicule automobile.

Article 3 : Montant de la redevance

§1. Une redevance forfaitaire de 75 EUR par véhicule ou par objet mobilier est due par le propriétaire pour l'enlèvement dudit véhicule ou objet.

§2. La redevance précitée sera majorée de 5 EUR par jour et par véhicule ou objet mobilier pour l'entreposage dudit véhicule ou objet mobilier. Ladite majoration est due à compter du jour qui suit celui de l'enlèvement et de l'entreposage du véhicule ou objet mobilier.

Article 4 : Paiement de la redevance

§1. La commune adressera au propriétaire, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de l'enlèvement, un courrier recommandé l'informant de l'enlèvement de son véhicule ou objet mobilier.

§2. La redevance forfaitaire et la majoration visées à l'article précédent seront réglées par Bancontact par le propriétaire ou un préposé dument mandaté au jour de la récupération du véhicule ou de l'objet mobilier au lieu du dépôt, dont il sera fait mention dans le courrier précité.

§3. A défaut de reprise du véhicule ou de l'objet mobilier et de paiement de la redevance, la commune procédera au recouvrement des montants dus conformément à l'article 6.

Article 5 : Contestation

§1. Le propriétaire dispose d'un délai de 10 jours calendrier à compter de l'envoi du courrier recommandé visé à l'article 4, §1 pour transmettre au Collège des bourgmestre et échevins toute contestation relative à la redevance. La contestation doit être adressée par écrit, soit par courriel (pp-or@woluwe1200.be), soit par courrier postal (avenue Paul Hymans, 2 – 1200 Woluwe-Saint-Lambert).

§2. L'introduction d'une contestation ne dispense pas le propriétaire de venir chercher son véhicule ou objet mobilier et de payer la redevance dans le délai imparti. Les montants perçus seront remboursés s'il est donné une suite favorable à la contestation.

Article 6 : Recouvrement

§1. A défaut de reprise du véhicule ou de l'objet mobilier et de paiement de la redevance dans un délai de 30 jours à compter du jour de l'enlèvement, une mise en demeure sera adressée au propriétaire par courrier recommandé lui accordant un dernier délai de 15 jours pour s'exécuter.

Pour couvrir les frais inhérents à l'envoi de la mise en demeure et à la procédure administrative de recouvrement amiable de la créance, des frais administratifs de 15 EUR et tous les frais d'envoi calculés au prix coûtant sont portés à charge du débiteur et s'ajoutent au montant principal de la redevance.

§2. A défaut d'exécution dans ce délai de 15 jours, les redevances établies en vertu du présent règlement sont recouvrées par toutes voies de droit, et notamment par voie de contrainte conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale.

§3. La procédure de recouvrement précitée n'interrompt pas le calcul de la redevance visée à l'article 3, §2, qui demeure due pour chaque jour d'entreposage jusqu'à la récupération effective du véhicule et au paiement des montants dus.

Article 7 : Délai de conservation

§1. Les véhicules et objets mobiliers entreposés sont conservés pendant un délai de six mois à partir du jour de leur dépôt.

§2. À l'expiration du délai de six mois précité, les véhicules et objets mobiliers non réclamés par leurs propriétaires ou leurs ayants droit, seront considérés comme définitivement abandonnés et la commune pourra en disposer conformément aux articles 3.58 et 3.59 du Code civil.